

---

## Un dilemme renouvelé : la Russie après le 11/9 et l'Irak

Wanda Dressler

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/strates/2212>

ISSN : 1777-5442

**Éditeur**

Laboratoire Ladyss

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2006

ISSN : 0768-8067

**Référence électronique**

Wanda Dressler, « Un dilemme renouvelé : la Russie après le 11/9 et l'Irak », *Strates* [En ligne], 12 | 2006, mis en ligne le 20 juillet 2007, consulté le 07 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/strates/2212>

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 mai 2019.

Tous droits réservés

---

# Un dilemme renouvelé : la Russie après le 11/9 et l'Irak

Wanda Dressler

---

- 1 À l'heure où l'on voit se rapprocher une nouvelle échéance de l'élargissement et le cortège de problèmes qui se posent à l'Union européenne (UE) tant au plan politique et économique que social et culturel, la question du rapport de la Russie avec l'Europe élargie devient plus pressante à définir tant pour les Russes eux-mêmes que pour les Européens en général, et ceux des pays d'Europe centrale et orientale en particulier, ceux-ci formant les nouvelles frontières de l'UE. La question de l'élargissement a rapproché la Russie de l'Europe et reposé en de nouveaux termes la question de ses frontières orientales. Les Pays Baltes, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie sont désormais ces nouvelles frontières. Ces frontières seront-elles des frontières souples et poreuses en réalité, des zones d'articulation entre deux modèles de société, appelés progressivement à se rejoindre par le flux de relations institutionnelles et informelles qui se tissent entre l'UE et la Russie, depuis la fin de la guerre froide ? ou bien des zones étanches qui renverraient la Russie à sa spécificité réaffirmée de façon récurrente à travers son histoire ? Sur ses flancs sud, la question de la Turquie est aussi une question ouverte pour l'UE et la Russie. Ce pays est, comme cette dernière, confronté de par sa position eurasiatique entre Orient et Occident à une redéfinition de ses fondements identitaires pour réussir son articulation à l'UE que certaines de ses élites appellent de tous leurs vœux. Principale voie d'accès direct pour les Européens et les Occidentaux en général, aux pays d'Asie centrale, elle est aussi la clé du rétablissement du transit interrompu pendant la période soviétique, entre Asie et Occident, par les grandes voies continentales qui véhiculaient les idées et les influences dans les deux sens, au centre desquelles se trouvent les grandes steppes kazakhes, vastes zones millénaires d'échanges et de carrefour civilisationnel, longtemps détournées au profit de la Russie.
- 2 Pour l'UE, tous les pays cités sont des espaces de communication stratégiques dont elle a entrepris de négocier l'articulation par le biais des instruments et mécanismes institutionnels, bilatéraux ou multilatéraux, qu'elle a construits au fil des années à cet effet et dont on découvre peu à peu la logique et l'efficacité. Pour la Russie, cette nouvelle

situation d'ouverture relative de ses frontières depuis la fin de la guerre froide, pose de nombreux défis : la mondialisation des échanges et la constitution de nouveaux blocs régionaux ont réveillé les désirs de contacts et d'échanges avec elle autant que les convoitises pour la captation des ressources de ses anciennes républiques devenues indépendantes, tant des États-Unis que de l'UE en concurrence sur ces espaces. Depuis l'implosion de l'URSS, ces grandes puissances rivales n'en finissaient pas d'élaborer des scénarios de passage des pipelines qui leur donnerait l'accès le plus direct et le moins problématique possible aux dernières grandes réserves énergétiques mondiales que détiennent les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale et du Caucase, c'est-à-dire en contournant la Russie et le Caucase.

- 3 Dans ce nouveau contexte créé par la fin de la bipolarité et de la guerre froide, un des moyens de comprendre comment la Russie vit cette situation est de s'interroger sur la façon dont elle a conduit sa politique étrangère et ses alliances avant et depuis les deux événements qui font date dans l'histoire des relations internationales aujourd'hui : le 11 septembre 2001 et la guerre en Irak d'avril 2003.

De la fin de la guerre froide au 11 septembre 2001

- 4 On peut rapidement résumer la période de l'après-guerre froide comme une période de relative indifférence réciproque entre l'Europe et la Russie. Youri Roubinski signale, dans un de ses derniers écrits<sup>1</sup>, que l'une et l'autre se sont trouvées tout naturellement plus intéressées à se resituer par rapport aux États-Unis, qui avaient entamé une croissance sans précédent et dont elles aspiraient à devenir les interlocuteurs privilégiés. La Russie pensait que son ennemi d'hier allait se tourner vers elle pour l'aider à réaliser sa transition vers l'économie de marché, oubliant sa faiblesse actuelle. L'Europe, en pleine consolidation de son processus de construction institutionnel, en tant que nouvelle puissance mondiale appelée à être compétitive avec les États-Unis dans la nouvelle logique des blocs régionaux qui se dessinait, était en quête d'objectifs et de légitimité. Peu de lieux de négociation et d'interface existaient réellement pour favoriser le dialogue entre les deux, si ce n'est l'Accord de partenariat et de coopération négocié en 1989 et signé en 1994, qui fut chargé de régler la coopération commerciale entre la Russie, la CEI et l'Europe<sup>2</sup>. L'UE a été beaucoup plus active auprès des Pays d'Europe centrale et orientale dont l'intégration était envisagée à courte échéance. C'est surtout à travers les programmes Phare et Tacis mis en place par l'UE qu'un apprentissage mutuel a pu se réaliser. Les relations bilatérales ont fait connaître à la Russie les attendus de l'Union pour accéder à l'économie de marché et à la démocratie par le marché. Ces attendus correspondent d'ailleurs à ceux que préconisaient également la Banque mondiale et le Fonds monétaire international c'est-à-dire une exigence d'adaptation à l'économie de marché au moyen de la thérapie de choc et non pas progressive comme le préconisaient des économistes hétérodoxes minoritaires.
- 5 La pression tant des États-Unis que des instances européennes pour imposer la privatisation de l'économie planifiée sous la présidence de Boris Eltsine a abouti, on l'a vu, à la destruction de l'appareil industriel russe, à la prise d'autonomie des régions, à une défiscalisation de l'État russe, à la crise bancaire de 1998 et à la naissance des oligarques, premiers grands bénéficiaires des privatisations.
- 6 Quelle fut, durant la décennie 1989-2000, l'attitude de la Russie qui, du rang de grande puissance mondiale, principal adversaire des États-Unis, s'est vue ravalée à celui de puissance à la remorque des institutions financières internationales et privée de son rôle

politique dans les conflits majeurs qui ont secoué le continent européen durant cette période ?

- 7 Les politiciens russes ont montré, dans un premier temps, peu d'intérêt pour le processus d'intégration européen en cours, trop occupés à contrôler l'instabilité de la vie économique et politique, à maintenir l'intégrité territoriale et à juguler la fronde séparatiste des républiques pour consacrer du temps au développement d'une politique cohérente à l'égard de l'UE. Au moment de la crise financière de 1998, ils se recentrèrent sur les questions économiques internes. Il a fallu attendre 1999 et les nouveaux objectifs du traité de Maastricht de créer la monnaie unique et de donner à l'Europe un rôle international pour que s'enclenche une nouvelle dynamique relationnelle entre la Russie et l'Europe. Auparavant, l'entrée de la Finlande proche de la Russie et de la Suède en 1995 avait renforcé la réflexion sur la dimension nordique de l'Union et la coopération entre les pays de cette aire. Des sommets annuels réguliers se sont tenus ensuite à partir de 1997 orientés davantage vers les problèmes de défense et de sécurité (traité d'Amsterdam). L'Europe a commencé alors à prendre des engagements plus sérieux à l'égard de la Russie. Le traité d'Amsterdam a précédé de peu les négociations pour l'élargissement des dix premiers pays d'Europe centrale qui débutèrent en mars 1998 et se poursuivirent en mars 2000, dont quatre partagent une frontière commune avec la Russie : la Pologne, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie. Ce traité visait à étendre les prérogatives de la politique communautaire à la justice et aux affaires intérieures et à la mise en œuvre d'une politique étrangère commune de sécurité et de défense. Pour la première fois, la Russie faisait un pas en direction de l'UE et acceptait d'étendre les accords au commerce et aux investissements. Ces efforts coïncident avec le début de l'ère de Vladimir Poutine.
- 8 Le troisième sommet tenu en juin 1999 a vu l'introduction d'une stratégie commune de l'Europe et de la Russie (1999-2003), avec pour priorités la consolidation de la démocratie dans les institutions russes, l'intégration de la Russie dans l'espace économique et social et la promotion de la stabilité et de la sécurité en Europe et au-delà. Aucune décision financière ne rendit cependant cette coopération effective. Le sommet d'octobre 2000 à Paris institutionnalisa un peu plus les consultations sur la sécurité et la défense sans que des décisions importantes ne soient prises encore pour sortir de ce vague consensus.
- 9 Le traité de Nice, en décembre 2000, proposa d'approfondir le dialogue et les consultations sur la sécurité et la défense avec trois pays dont la Russie. Ces différents traités ont amené ainsi davantage la Russie à se rapprocher de l'UE et à ne pas privilégier uniquement les rapports avec les États-Unis, dont elle attend encore beaucoup de l'aide à l'investissement, et ce bien que le commerce extérieur de la Russie avec l'UE représente un montant global nettement supérieur à celui avec les États-Unis.
- 10 Le rythme des consultations en dehors des sommets s'est accéléré. Conseils, comités, groupes de travail participèrent de la création de mécanismes plus institutionnels, au demeurant pas très efficaces et dont les Russes de façon récurrente ont demandé la simplification procédurale sans succès car les États membres se retranchent facilement derrière ces mécanismes formels pour faire passer leur politique et faire jouer leur pouvoir d'attraction normatif. L'UE tient à ses régulations, à ses solutions institutionnelles et à ses habitudes culturelles même si ses procédures sont bureaucratiques et lentes.
- 11 Cette approche plus institutionnelle que politique et économique par les traités n'est pas sans ambiguïté ni complexité. Les enjeux idéologiques ne sont pas exprimés. On fait de la

démocratie technique, on adopte des priorités en fonction de la situation du pays : l'acteur européen est avant tout un acteur technique qui met en avant l'acquis communautaire et ne fait jamais référence aux notions politiques ; l'assistance technique fait figure de politique étrangère de l'UE ; sous le discours technique court une géopolitique sous-jacente. L'UE est à la recherche de la bonne gouvernance comme d'une recette politique. Elle forme des élites à une logique de compétition avec une croyance majoritaire dans l'économie libérale et en une concurrence presque parfaite sans monopole public pour réaliser une stabilisation économique, suivant en cela les États-Unis et la logique des organisations internationales comme le FMI, pour appréhender les économies en transition. C'est ainsi qu'elle a préconisé la privatisation à outrance, réduit le secteur public, et l'autonomie économique de la Russie comme des Pays d'Europe centrale et orientale.

- 12 La période de 1999 à 2001 reste encore marquée par l'attentisme et le scepticisme de la part de la Russie en matière de sécurité et défense. L'Otan restait pour elle le seul interlocuteur valable en matière de sécurité. C'est un héritage de la période soviétique. Les divergences se sont aigüées autour du conflit du Kosovo mené par l'Otan, du fait de son exclusion du processus de décision. Son attitude avait été de s'opposer tant qu'elle put à son élargissement à ses zones d'influence traditionnelles pour maintenir ses prérogatives dans l'espace de la Communauté des États indépendants (CEI) en particulier, son « étranger-proche », sur lequel, tout en se désengageant des dossiers les plus lourds comme l'Asie Centrale, elle continuait à exercer de multiples pressions : au Kazakhstan à travers sa politique énergétique, en Moldavie à travers le contrôle du verrou transnistrien, dans les Pays baltes à travers Kaliningrad et de nombreuses pressions frontalières et en Ossétie. Dans le même temps, les républiques post-soviétiques découvraient les vertus d'un monde multipolaire qui leur permettaient de renouer leurs relations avec le monde extérieur, de rouvrir les anciennes routes qui les reliaient jadis à l'Occident et à l'Orient, tout en essayer de négocier d'autres relations avec la puissance russe dont beaucoup dépendaient encore de l'énergie pour leur survie (Ukraine, Moldavie en particulier).
- 13 Pour la Russie, il était nécessaire de reprendre sa place dans ce nouveau contexte, de rattraper son retard économique et social certain grâce à l'aide occidentale en navigant à vue, en fonction de ses propres intérêts nationaux, en négociant avec l'UE ce que celle-ci était prête à lui donner, une aide financière plus qu'une confiance politique. L'UE était encore très solidaire de l'OTAN par rapport à leur adversaire commun durant la guerre froide. Elle restait très méfiante pour l'associer aux opérations de maintien de paix comme la crise du Kosovo ou très critique sur sa politique intérieure en Tchétchénie.
- 14 Aussi du point de vue économique et diplomatique également, les relations qu'a pu avoir la Russie avec les instances de l'UE furent plutôt des expériences difficiles. Les instances bureaucratiques de l'UE ont tenté d'imposer leurs normes et leurs valeurs à la Russie et celle-ci n'a eu que le choix de s'y adapter progressivement sans y trouver les gratifications à la mesure de ses attentes qui étaient de reprendre son rang sur la scène internationale. L'UE recherchait à travers ses traités et ses nouveaux instruments les moyens de réaliser une Politique étrangère de sécurité et de défense (PESD), mais se préoccupait plus pour y parvenir de régler les conflits que de s'armer militairement. Ce qui affectait ses relations avec la Russie, inévitablement, notamment dans les relations de cette dernière avec l'Otan. Ce qui ne l'a pas empêché néanmoins de commencer à jouer le

rôle de pacificatrice de conflit avec l'UE en aidant celle-ci à résoudre l'épineux dossier de Kalinigrad.

- 15 Ainsi qu'en était-il des rapports entre la Russie et l'Europe avant le 11 septembre 2001. Qu'en est-il depuis ?  
La Russie et « l'Occident » après le 11 septembre 2001
- 16 La Russie a profité de cet événement pour refaire surface de façon spectaculaire dans les relations internationales et se poser comme partenaire égal, en se déclarant publiquement, à travers la voix de son président, V. Poutine, concernée au même titre que les États-Unis et l'Europe par la menace du terrorisme international. Il réaffirma sa volonté de développement d'un partenariat triangulaire euro-atlantique avec l'Otan, un renforcement des mécanismes de consultation et de dialogue et fit donc un choix très affirmé en direction de l'Occident. Ce dernier présenta pour l'opinion publique internationale, la rébellion tchéchène comme un des exemples phares de celui-ci, démontrant les ramifications qu'elle entretient avec les hommes d'Al Qaida. La rhétorique qu'il déploya dans ce sens, emboîta le pas au président américain, G. W. Bush, faisant ainsi cause commune avec lui. Il se saisit de l'argument du caractère global de l'événement « qualifié d'un des événements les plus importants depuis la fin du communisme », pour prêter son concours<sup>3</sup>. En opposition flagrante avec la politique qui avait prévalu jusque-là, il permit aux Américains l'usage de ses bases en Asie centrale, lors de la guerre contre les Talibans, justifiant son geste par la nécessaire lutte des sociétés civilisées contre les terroristes, considérés comme faisant partie des barbares et de l'axe du mal. Le président V. Poutine se rangeait ainsi définitivement dans le camp occidental esquivant comme son homologue américain toute analyse approfondie des situations politiques et économiques qui auraient pu conduire à un tel événement. Ce type d'analyse renouait aussi fortement avec la rhétorique qui divisait toute formation politique en ami et ennemi du peuple soviétique, en usage du temps de l'URSS. En resserrant ainsi les liens de solidarité entre les puissances occidentales menacées, la Russie reprenaient naturellement sa place au sein des grands. Elle contraignait les États-Unis à cesser leur politique d'aide aux musulmans radicaux comme les Talibans en Afghanistan et également au Daghestan où l'aide américaine visait à l'affaiblir. La nature de l'événement les y contraignait de fait sans pour autant enrayer vraiment la diffusion du discours de Samuel Huntington sur le choc des civilisations, déjà réalisée à une vaste échelle, avalisant l'avènement d'une nouvelle polarité civilisationnelle opposant les civilisations entre elles de façon quasi irréductible, et notamment les musulmans et les chrétiens occidentaux. Beaucoup de Russes et d'Américains ne manquèrent pas d'utiliser cette grille pour décoder l'événement. Pour eux, c'était même le coup d'envoi d'une véritable guerre dont les mesures de sécurité prises un peu partout dans le monde ne firent que consolider la conviction. Compte tenu de la diffusion de son nouveau discours culturaliste au sein des couches instruites de la population mais du fait de l'importance de sa population musulmane, la société russe réagit de façon hétérogène à cette offensive médiatique pro-occidentale du président V. Poutine. Celui-ci essaya de ne pas mettre le feu aux poudres et se ménager le soutien des musulmans modérés dans ses républiques à forte base musulmane, ni dans celles des États de la CEI qui lui sont alliés comme le Kazakhstan.
- 17 Les deux grandes puissances se trouvaient soudain en phase, partant de prémisses différentes : l'un porté par des intégristes chrétiens néoconservateurs, l'autre incorporant le discours eurasiste, voire néoeurasiste plus marqué à droite, dans ses instances dirigeantes. Les courants qui portent ces discours apparemment intégrateurs

des différentes composantes confessionnelles de la Fédération de Russie se considèrent davantage porteurs de l'orthodoxie que d'une parole œcuménique. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que plusieurs courants eurasistes concurrents se sont développés en Russie autour de musulmans tatars et kazakhs pour réaffirmer cette composante œcuménique au sein d'un eurasisme qui se veut la nouvelle idéologie du pouvoir<sup>6</sup>.

- 18 Mais malgré ces rapprochements discursifs spectaculaires, côté américain, les États-Unis désinvestirent plus sensiblement l'Europe, donc la Russie, pour le Canada, pris dans la logique de construction des blocs régionaux.
- 19 Le 11/9 accentua le rapprochement tactique de la Russie vis-à-vis de l'Europe, pour contrer l'unilatéralisme américain et masquer ses faiblesses dans la compétition géopolitique avec les États-Unis. Il relança incontestablement le chantier d'une politique européenne de défense au sein du conseil de la PESD (2001-2003). Un nouveau conseil Russie/Otan fut créé. La PESD resta cependant prudente dans son association avec la Russie toujours considérée comme un pays tiers seulement, et non « candidat », à la grande insatisfaction de cette dernière qui dénonça l'unilatéralisme de l'Union. Le conseil Russie-Otan n'eut pas le rôle décisif attendu mais de vagues compétences dans le domaine humanitaire et dans la gestion des crises. Une collaboration effective paraissait encore impossible. En 2002, la progression de l'élargissement reposa les questions des régions frontalières. Celles-ci furent évoquées au sommet de St Petersburg, mais le groupe de travail attendu ne fut pas créé.

Le nouveau tournant irakien

- 20 La guerre en Irak va, semble-t-il, en apparence au moins, renforcer encore le rapprochement avec l'UE amorcé, mais cette fois-ci au détriment des États-Unis et non de concert avec. L'axe Paris Berlin-Moscou, baptisé axe de la paix qui se constitua à ce moment-là contre la guerre en Irak, dénia aux États-Unis la légitimité de la thèse de l'auto défense et d'une nécessaire organisation solidaire de la sécurité mondiale, avancées par le président américain pour justifier l'intervention de la coalition américano-britannique. Pour cet axe, les États-Unis abattaient désormais leurs cartes avec le rejet de l'ONU, l'affirmation sans précédent de son unilatéralisme, le mépris des conventions de Genève... La Russie joua son rôle de contrepoids à la puissance hégémonique américaine pour préserver les institutions internationales et permit aux puissances européennes et notamment la France de résister à l'Amérique.
- 21 Pourtant cette attitude de fermeté tactique anti-américaine ne dura que l'espace d'un moment. Le fracas des armes dissipé, au moment des discussions sur l'énergie pétrolière et l'application du protocole de Kyoto, qui eurent lieu durant l'été 2003, la Russie jusque-là en faveur de la signature de ce protocole, mit de l'eau dans son vin. La guerre ébranla en fait le partenariat naissant entre la Russie et l'Europe car elle reposait ouvertement dès lors le problème du statut de l'Otan, d'une sécurité autonome de l'UE ou d'une intégration de la Russie à l'Alliance atlantique. Cela montrait à quel point, d'une part, la présence de la Russie aux côtés de l'Europe s'avérait essentielle pour faire émerger un monde multipolaire mais combien il était difficile pour la Russie de déterminer son camp et ses alliés de façon définitive. Le conseil Russie/Otan prit une importance nouvelle dans la mesure où il était perçu comme un instrument au service des Américains, pouvant envisager l'intégration de la Russie dans l'OTAN et où il fit refluer l'intérêt pour une sécurité et une défense européenne. La fissuration des pays européens, occidentaux et pays candidats, autour de la guerre irakienne portait un coup dur à cette idée de défense commune.

- 22 Les lignes de défense se sont bien marquées en faveur des États-Unis dans certaines nations comme la Grande Bretagne, l'Espagne et l'Italie et la Pologne et la Bulgarie, notamment, devant la peur de la reconstitution d'un axe Paris-Berlin-Moscou et d'une résurgence toujours redoutée des tendances autoritaires russes. L'Allemagne et la Russie ménageaient l'Amérique dont elles attendaient l'aide à l'investissement. Le camp de la paix s'avérait donc bien fragile et l'Europe élargie devenait un vrai casse tête en perspective, avec la Russie, ce géant situé entre Europe et Asie, toujours considéré comme un force déstabilisatrice potentielle.
- Ni Europe, ni États-Unis, ou plutôt Europe et États-Unis, mais la Russie d'abord
- 23 Les intérêts nationaux de la Russie n'étaient pas sans entrer en contradiction, en effet, avec les puissances auxquels elle s'alliait, de par sa masse continentale et les intérêts contradictoires des espaces et des sociétés qui la composent.
- 24 Puissance eurasiatique, tiraillée par ses appartenances multiples et son espace continental entre l'Occident et l'Orient, menacée d'éclatement par l'ouverture des frontières, à l'Est comme à l'Ouest ou au Sud, en raison de la mondialisation des échanges, la Russie s'ancrait chaque jour davantage à l'Ouest du fait de la nouvelle interaction qui s'opérait entre elle et la structure bureaucratique de l'UE. Malgré ses aléas, un apprentissage mutuel était en train de s'opérer. À l'Est, l'émergence de grandes puissances mondiales comme la Chine et l'Inde l'obligeait à concentrer également son attention sur les immenses territoires de la Russie non européenne et à repenser la gestion de leurs ressources pour contrôler leur articulation économique avec les pays d'Extrême-Orient devenus en deux décennies de redoutables concurrents.
- 25 Suite aux négociations qui se déroulent dans l'arrière-scène à propos de la gestion des réserves pétrolières mondiales et irakiennes en particulier, le Président V. Poutine, la veille des élections législatives de 2003 annonça la privatisation d'un de ses plus grands groupes pétroliers, le groupe Youkos Sibneft.
- 26 Le recentrage du pouvoir par V. Poutine en novembre 2003 contre le pouvoir de l'oligarque de l'énergie, Mikhaïl Khodorkovsky sembla augurer d'un nouveau tournant dans la politique russe : un tournant qui faisait à nouveau primer les intérêts nationaux, par une prise de contrôle « patriotique » de ses ressources énergétiques, s'affranchissant ainsi de la tutelle des oligarques qui les avait appropriés dans les années 1996. Par peur de voir le plus grand groupe pétrolier russe passer sous contrôle étranger et perdre ainsi un des atouts majeurs de la Russie dans la compétition énergétique mondiale et dans sa quête de reconnaissance internationale, l'aigle à deux têtes reprenait tous ses droits et reconcentrait son pouvoir par cette nationalisation et l'incarcération de son dirigeant, au mépris des menaces multiples des bailleurs de fonds occidentaux de retirer leurs investissements si la Russie ne suivait pas le chemin de la démocratie et de l'économie libérale de marché, par eux ainsi tracé. Jacques Sapir<sup>4</sup>, début 2003, avait esquissé ce mouvement dans une tribune où il écrivait que pour participer activement à la construction européenne, la Russie devait tordre le cou à l'économie de rente et s'engager dans une politique de reconstruction semblable à celle de l'Europe après 1945. Pour cela, elle devait impérativement se doter des instruments assurant le secteur des matières premières et des mouvements financiers qu'il engendre (*Le Figaro* du 7/11/2003)<sup>5</sup>. Pour la France, qui avait déjà mis à l'épreuve la formule, ce tournant augurait des coopérations économiques et politiques futures.



- 27 Dans les jours suivants, comme pour contredire les observateurs les plus pessimistes de la démocratie en Russie, V. Poutine signait lors du sommet de l'UE/Russie, avec le président de l'UE (incarné tout à fait providentiellement par Silvio Berlusconi) des accords bilatéraux dans de nombreux domaines (faisant de l'Italie le deuxième partenaire commercial de la Russie après l'Allemagne) puis évoquait la création d'un espace économique commun européen élargi à la Russie (idée formulée déjà en 2001). La France concrétisait le lendemain des accords de partenariat bilatéral stratégique, industriel et militaire à forte valeur politique ajoutée. Ces accords s'inscrivaient dans la lutte que mène Paris pour faire émerger un monde multipolaire et mettre un frein à l'idée libérale américaine.
- 28 Loin de correspondre pourtant aux attentes exprimées d'intégration économique de la Russie, en raison de divergences profondes entre les pays de l'UE à son propos, le résultat de ce dernier sommet concrétisé par des accords de coopération technique et scientifique, la coopération des polices et un engagement de l'UE à plaider le dossier russe à l'OMC, marquait un pas significatif par rapport aux précédents. La relation à la Russie s'avérait de plus en plus être une priorité stratégique pour l'avenir de l'Europe « malgré les imperfections russes en matière de démocratie et de droits de l'homme ».

#### Conclusions

- 29 Dans le nouveau contexte des relations internationales, l'éternelle question du rapport de la Russie à l'Occident se repose ainsi en des termes inédits. Pont ou carrefour entre « Orient » et « Occident », la Russie se situe résolument à l'Ouest, aujourd'hui par son nouveau Président et ses élites tout en inaugurant parallèlement une nouvelle politique avec ses voisins asiatiques. Elle se range résolument dans le camp des « États civilisés », rejetant « dans le camp du mal » les États « voyous » et la république tchétchène. Par le biais du 11 septembre, elle se hisse à nouveau au rang des grands, en partenaire égal aux États-Unis et à l'UE au nom du partage de la même insécurité. Bénéficiant du contexte de compétition qui s'exacerbe entre l'Europe et les États-Unis et d'un climat politique en faveur de la droite européenne, elle parvient à gommer momentanément son infériorisation, infligée par l'UE qui opposa régulièrement ses acquis communautaires et ses exigences démocratiques à ses manquements aux droits de l'homme, lui déniait ainsi sa volonté de participation à part entière dans le club « des pays civilisés ».
- 30 Comment la société russe suit-elle ces différentes péripéties qui marquent les rapports de la Russie à son environnement international reste une question ouverte. Les propos vagues du président Poutine après le 11 septembre lui ont permis d'emboîter le pas aux idées culturalistes fortement médiatisées par les Américains autour du clash des civilisations, cette interprétation des faits trouvant un terreau favorable dans la déroute de l'idéologie marxiste et son remplacement par ce qui peut lui tenir lieu de substitut, la science culturologique. Cependant, la présence de populations musulmanes au sein de la Fédération de Russie a néanmoins contraint le discours officiel à une certaine modération. La solidité de la culture russe, fortement réancrée dans l'orthodoxie, a permis que la société russe ne se soit pas désintégrée pendant les turbulences des années 1990-2000. Chaque Russe est devenu conscient de son identité nationale et en quête de celle-ci. Chacun se considère comme appartenant à l'ethnie dominante qui constitue l'État russe et revendique son appartenance à une nation unique qui a besoin de se resituer dans l'histoire des civilisations. Pour un certain nombre de Russes, le président Poutine incarne donc la fierté retrouvée, sans la démocratie dont la plupart des Russes pensent qu'elle n'est pas adaptée au contexte de leur pays, ce qui laisse libre champ à

l'affirmation d'une démocratie fortement dirigée. Les différentes populations musulmanes réparties inégalement dans l'espace russe ont vécu et vivent encore très différemment ces différents événements. Leur malaise laisse penser avec Marlène Laruelle<sup>6</sup> que la matrice thématique et affective reste majoritairement encore celle de son rapport difficile à « l'Occident », mais un Occident de plus en plus vague et mal défini.

- 31 La majorité de la population reste, donc en réalité, très divisée par rapport à ce rapprochement spectaculaire de son président avec l'Occident mais son rang presque retrouvé de grande puissance grâce à ce renversement tactique augure favorablement de son avenir politique dans une Europe qui a du mal à s'affirmer autrement que comme un pouvoir « mou », non militarisé où la réforme des institutions semble passer de plus en plus au second plan. La position russe reste ainsi flexible autant que la position européenne ; difficile à prévoir sur le long terme dans le jeu des rapports de force qui se déroule entre les grandes puissances dont on voit cependant s'affirmer la compétition acharnée dans la logique des blocs.
- 32 Nous vivons les derniers soubresauts de l'ancien monde bipolaire avec l'affirmation de l'unilatéralisme sans précédent de la puissance américaine<sup>7</sup> et la réémergence de la puissance russe sur la scène internationale. Ce qui ne réduit pas la force de l'attractivité de la première auprès des jeunes élites des anciens satellites de la Russie, bien au contraire. Au vu des transferts financiers considérables que sa puissance permet d'opérer pour promouvoir sa propre conception de la démocratie, appuyée sur des acteurs forts et des États faibles, le modèle américain y jouit d'un grand prestige. Le basculement récent des élites ukrainiennes, georgiennes, moldaves et kirghyzes en faveur d'une plus grande libéralisation des échanges et de modes plus souples de gouvernance a encouragé, par effet rétroactif, cependant, le repli de plus en plus visible en Russie du pouvoir et de ses élites sur les valeurs patriotiques et un recentrage autocratique pour défendre un territoire qui se sent à nouveau menacé par le processus de globalisation en marche. Celle-ci est aussi symbolisée par le processus d'élargissement qui a rapproché l'Union européenne de ses anciennes zones d'influence, suscitant chez ces dernières également « un puissant désir d'Europe ». La politique de voisinage, mise en place en vue d'une association plus ou moins étroite des pays « frontaliers » à des fins d'intégration économique jusque dans le Caucase du sud, faisait craindre à la Russie que l'UE ne s'immisce dans des conflits qu'elle maintient chauds tant en Ossétie et en Transnistrie pour mieux contrôler son espace. La continuation d'une rhétorique datant de la guerre froide, stigmatisant toujours à l'occasion, l'ennemi d'hier, est symbolique de ce repli stratégique qui vise à consolider son territoire pour lui redonner son rang de puissance mondiale et à juguler ses forces de fragmentation que la démocratie libérale a tendance à renforcer. Une stratégie plus offensive, cependant, s'est faite jour à travers le dossier énergétique, rouvert à propos de la crise irakienne et en riposte à la volonté de l'Ukraine, exprimée au travers des mouvements de l'hiver 2004 d'adopter un tournant plus libéral et plus démocratique qui tranche radicalement avec les anciennes pratiques soviétiques en politique. Pour l'heure, la Russie a réaffirmé sa prééminence sur ces espaces en rappelant leur dépendance énergétique à son égard, rappelant par la même occasion à l'UE sa propre dépendance énergétique. Gazprom a enjoint l'Ukraine de s'engager à renforcer la coopération avec la Russie en relançant le projet d'un consortium mixte pour le transport du gaz russe, projet que le président avait écarté dès son arrivée au pouvoir...
- 33 Les chiffres montrent en effet que la Russie fournit en Europe plus de 50 % de ses hydrocarbures et 40 % de son gaz et les prévisions indiquent que cette dernière sera

dépendante de 70 % de ses importations en matière énergétique d'ici 2030. Par delà les discours d'opposition qui perdurent comme un jeu médiatique bien rodé, se tissent donc depuis plus d'une décennie, des alliances économiques fortes et une intégration de plus en plus poussée de l'espace post-soviétique dont les lignes de force restent sur l'arrière de la scène pour laisser place au jeu des grandes puissances dans lequel la Russie aspire plus que jamais à retrouver sa place et son pouvoir de négociation. Ces échanges se réduisent surtout aux matières premières avec la Russie qui n'a pas encore pu reconstruire un appareil productif capable d'exporter de façon significative et les infrastructures qui vont avec. Ce qui fait que l'espace russo-européen restent largement l'espace le moins intégré par rapport aux voisins asiatiques et américains, même si d'autres accords d'association sont en cours d'élaboration.

- 34 La Russie et le pouvoir bruxellois sauront-ils, à travers un dialogue renouvelé autour de la question énergétique, répondre à l'attente des pays de l'isthme mer Baltique/ mer Noire de voir l'Europe jouer un rôle intégrateur plus actif au travers d'une politique de voisinage plus significative ? Pour l'heure, tout en maintenant le dialogue avec Bruxelles, la Russie a également négocié activement des accords énergétiques avec deux États de l'Europe médiane, l'Italie au sud et l'Allemagne au nord, peu après le déclenchement de la guerre d'Irak, isolant de fait la Pologne qui avait réaffirmé son allégeance aux États-Unis au moment de la guerre d'Irak pour des raisons plus pragmatiques qu'idéologique (l'importance de sa dette notamment). Elle semble privilégier ainsi un retour à l'ancienne diplomatie à la quelle elle a toujours excellé, en divisant pour régner, et en faisant ressortir l'importance de l'axe Paris-Berlin-Moscou, minimisant par la même celui des nouveaux entrants d'Europe centrale.
- 35 Grâce aux prix élevés des hydrocarbures et son rôle de premier fournisseur de gaz de l'Europe et à la possibilité de fournir du gaz liquéfié en Extrême-Orient à travers la presqu'île de Sakhaline, la Russie tend à affirmer ainsi un rôle de puissance mondiale globale, réduisant l'Europe à celui de puissance régionale fragmentée, et vise désormais à se faire reconnaître comme le « centre énergétique du monde » (Europe, États-Unis, Chine et Inde étant presque dépourvus de gaz). Membre du G8 depuis 1998, elle en a pris la présidence en janvier 2006, de même que celle du Conseil de l'Europe en mai 2006 et tend à confirmer dans ces instances son nouveau rôle, tout en prenant des engagements sur les défis planétaires et la sécurité énergétique mondiale par la mise en place d'un cadre fondé sur des principes et des règles communes aux parties concernées. Elle devra démontrer, cependant, sa fiabilité en tant que fournisseur d'énergie face à une Europe qui n'est, jusqu'alors, jamais parvenue à mettre sur pied une politique énergétique commune, car cette politique constitue pour de nombreux États un des piliers de leur indépendance nationale et le symbole de leur souveraineté. La question des relations entre l'UE et les pays fournisseurs relève d'une politique étrangère qui ne peut réellement exister tant que l'Europe ne sera pas dotée d'une diplomatie commune. Depuis la crise ukrainienne de l'hiver 2004 cependant, l'UE a créé une commission pour élaborer une politique énergétique commune et conclu en juin 2006 un accord pour renforcer la coopération énergétique également avec les États-Unis pour amorcer un dialogue au plus haut niveau sur les enjeux majeurs liés au changement climatique. Dans le même temps, elle a intensifié les pourparlers avec la Russie pour avancer dans le même sens. La politique européenne de voisinage commence à jouer timidement ce rôle tant à l'égard de la Russie qu'en dehors d'elle, pour susciter la concrétisation de nouvelles routes de transports

alternatives à celles proposées par la Russie et notamment celles tracées par les pays qui ont formé le GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie).

- 36 Bousculée par les effets de la politique américaine très active menée depuis quinze ans dans ces confins européens, cette politique de voisinage, définie dans un document d'orientation de 2003, traduit la forte incitation qu'a l'UE à mieux définir sa stratégie tant à l'Est qu'au Sud, si elle veut continuer à s'élargir, éviter le blocage de sa puissance et de ses performances économiques au plan mondial et sécuriser de nouveaux marchés. L'Ukraine, pays de transit des hydrocarbures, attend impatiemment que se précisent ses orientations en la matière. L'instabilité s'est de nouveau installée dans ce pays devant les tergiversations de l'UE qui n'a ni les instruments institutionnels ni les finances nécessaires pour faire face à cette demande croissante et ménage la Russie, marquant ainsi sa faiblesse et son indétermination. L'attentisme est grand en Biélorussie, en dépit de son allégeance renouvelée à son président, inconditionnel de l'alliance avec la Russie. Celle-ci a en effet, tenté de contrôler récemment le pipe-line qui traverse cette république en échange de gaz moins cher mais elle s'est heurtée nouvellement à une fin de non recevoir du président biélorusse. La Pologne, bousculée elle-aussi par une transition au marché trop rapide, toute occupée à retrouver ses valeurs patriotiques et éthiques pour consolider le processus démocratique en cours, se trouve nouvellement investie d'une mission historique d'amarrage à la logique de l'acquis communautaire de ces pays de l'Isthme baltique-mer noire qui font partie de son histoire longue d'avant les partages. Le fait qu'elle soit frontalière de ces pays dans le contexte des accords bientôt applicables de Schengen la place devant un dilemme crucial : comment encourager ses voisins à se transformer dans un sens plus démocratique en renouant elle-même avec l'imaginaire cosmopolite et multiconfessionnel, emprunt de tolérance, légué par la République des deux Nations (1559-1795), après l'alliance du Grand Duché lituanien et du Royaume de Pologne au XIV<sup>e</sup> siècle, si une frontière étanche est établie dans ces confins entre membres et non-membres ? L'UE, par son biais, est obligée de revisiter l'histoire de ces marges pour élaborer de façon plus fine et plus efficiente ses relations futures avec une Russie qui s'oppose, pour l'heure opiniâtrement, à la déconstruction de ce « mur slave oriental » que plusieurs siècles de tsarisme et trois quart de siècle de soviétisme ont savamment construit dans son orbite.
- 37 Pour répondre aux nouvelles injonctions internationales qui sont de s'ouvrir à l'Est à travers le processus d'Helsinki et au Sud à travers le processus de Barcelone, l'UE doit poursuivre les processus en cours. La politique euro-méditerranéenne est de nouveau inscrite dans l'agenda stratégique de l'UE depuis que l'élargissement se poursuit à l'Est. Une fois terminée la reconstruction de cet ensemble à travers les processus d'intégration fortement sous tendus par la question des approvisionnements énergétiques et celle, non moins cruciale, des avancées de la démocratie de marché, l'identité de l'Europe sera enfin définie.
- 38 Mais un long chemin reste encore, à parcourir, semble-t-il, pour convaincre la Russie qu'il est dans son intérêt de grande puissance de se rapprocher de l'UE et de faciliter l'aménagement institutionnel démocratique de ses marges plutôt que de resserrer autour d'elle le camp des régimes autoritaires d'Asie centrale et de Biélorussie pour contrebalancer les avancées démocratiques des pays riverains qui se sont fait jour au moins dans les consciences, sinon toujours dans les faits.
- 39 *Cet article est une synthèse personnelle (qui n'engage donc que l'auteur) à la fois des trois conférences et tables rondes qui se sont tenues sur ce sujet les 10/10, 16/10 et 17/10, respectivement*

au Ceri, à la Maison des sciences de l'homme et à l'université de Paris X-Nanterre et des textes qui ont circulé à cette occasion. La première conférence a été organisée par Anne de Tenguy, les deux autres par Wanda Dressler dans le cadre de son séminaire sur la recomposition des espaces postcommunistes dont elle inaugurerait le cycle de l'année 2003. La première avait pour titre « La Russie et le monde depuis le 11 septembre et la guerre en Irak ». La suivante, présidée par Wanda Dressler, chercheur au laboratoire Ladyss de l'université de Paris X-Nanterre, a fait intervenir Alexandre Motyl, professeur à l'université de Rutgers-newark, Rajan Menon, professeur à l'université de Lehigh en Pennsylvanie, Sophia Clément, chercheur à l'Institut européen de défense, et Alexandre Rahr, professeur à l'Institut allemand pour les relations internationales de Berlin. Ils ont présenté à cette occasion leur rapport commun intitulé « Transformation and integration: Russia, Europe, and America after 9/11 and Iraq » financé par la Corporation Carnegie de New York. Ce rapport a été discuté par Jutta Sherrer et Jacques Sapir, professeurs à l'École des hautes études en sciences sociales, Lov Lynch, chercheur à l'Institut pour la sécurité de Paris et Armand Clesse, Institut du Luxembourg pour les études européennes et internationales. Youri Roubinski et Georges Kousov étaient également présents comme discutants dans le public. La table ronde qui s'est tenue le 17/10 a été animée par d'autres membres du groupe de recherche : Elizabteh Teague, Ania Krok-Paszkowska, Jan Zielonka et Stéphan Klux de l'université de Genève et discutée par Vladimir Kolossov, géographe membre de l'Institut de géographie de l'Académie des sciences de Moscou.

---

## BIBLIOGRAPHIE

*Metanarratives of Russia in NATO Expansion Debats*, 1993-2002, rapport.

Bielen S., « Identity problems in the new Russia », 2005, *The Polish Foreign Affairs Digest*, vol. 5, n° 1, (14), p. 103-126.

Vibert S., 2003, « La Russie, l'espace et le temps, transformation du socio-cosmisme et construction d'une modernité hybride », *L'Homme*, 166, p. 145-170.

## NOTES

1. Y. Roubinski, « Vers le monde multipolaire : lequel ? », *Les États-Unis et le reste du monde*, Actes du colloque organisé par République moderne au Sénat le 1<sup>er</sup> mars 2003 avec la collaboration de Jean-Yves Autexier, Régis Debray, Sami Naïr, Francis Wurtz.

2. A. Krok-Paszkowska and J. Zielonka « The European Union's policies towards Russia » [Les politiques de l'UE à l'égard de la Russie], Institut universitaire de Florence, Italie, Rapport sur la transformation et l'intégration : Russie, Europe et Amérique entre le 11 septembre et l'Irak, présenté à Paris le 16/10/2003, Maison des sciences de l'homme. Un rapport intermédiaire fut plus précisément chargé de préciser le volet commercial.

3. J. O'Loughlin, G. O Tuatauil, V. Kolossov « A risky Westward turn? Putin's 9/11 script and ordinary Russians », research supported by a grant from the US National Science

Foundation, Geography and Regional Science Program, published in *PostSoviet Affairs*, 2004.

4. J. Sapir, « Endiguer l'isolationnisme interventionniste providentialiste américain », *La revue internationale et stratégique*, n° 51, automne 2003 ; A. Motyl, « The world as I would like it or the world as it is? » (notes pour la discussion du rapport « Transformation and intégration : Russia, Europe and America after 9/11 and Iraq », présenté le 16/10/2003 à la Maison des sciences de l'homme, Paris).

5. En 2002, la Russie a produit 7,6 millions de barils/jour, (autant que l'Arabie saoudite), soit une progression annuelle constante soutenue par des investissements en nette progression. Moscou vise une progression moyenne de 5 %/an de son PIB pour le développement du secteur énergétique (*Le Figaro*, 6/11/2003). Elle ne fait plus mystère de vouloir redistribuer les cartes de l'or noir.

6. M. Laruelle, « La discipline de la culturologie : un nouveau "prêt-à-penser" pour la Russie ? *Diogène*, 2004.

7. Y. Roubinski, *op. cit.*

## RÉSUMÉS

Ce papier vise à montrer la nature des relations de la Russie avec les grandes puissances au sortir de la guerre froide et en particulier l'Europe. Il montre combien la Russie, occupée à restructurer son immense territoire dont les unités territoriales avaient cherché à s'autonomiser sous le règne de B. Eltsine, a du mal à dialoguer avec l'UE. Il montre également comment V. Poutine profite des événements mondiaux (comme le 11/9/2001) pour se réintroduire dans la cour des Grands et comment il réévalue ses relations avec l'UE et les États-Unis pour jouer sa propre carte de grande puissance autour de la question énergétique qui lui permet de reconsolider son territoire, ses finances et ses institutions menacées d'éclatement sous l'impulsion des politiques menées sous la houlette des organisations internationales. Il conclut sur la nécessité qu'a l'Europe de repenser activement aujourd'hui ses rapports de voisinage et en particulier ses rapports avec la Russie pour s'affirmer dans la logique de compétitivité régionale actuelle.

Wanda Dressler. *A renewed dilemma: Russia after 11/9 et Irak*

This article aims to show the nature of the relationships of Russia and the great powers in the aftermath of the Cold War and with Europe in particular. It shows us how difficult it is for Russia to enter in a dialogue with the EU, as its main concern is with re-structuring its immense territory whilst in the Yeltsin period, its territorial units have increasingly tried to obtain their autonomy. It also shows how Vladimir Putin is re-introducing himself in the big powers' playground through the opportunity offered by world events (as the 11.9.01), and how he is re-evaluating his relationship with Europe and the United States to play his own card through energetic question which allows him to consolidate its territories, its financial situation and its institutions threatened with implosion by policies carried out under the impetus of international organisations. It concludes on the necessity for to day Europe to rethink its neighbourhood and in particular its relationship with Russia in order to reaffirm one'self in the actual regional competition.

AUTEUR

WANDA DRESSLER

Chercheur, HDR, Ladyss, CNRS, [dressler@u-paris10.fr](mailto:dressler@u-paris10.fr)